

Commentaires N° 37

Francfort, 30 juin 2025

Les astres sont alignés comme ils ne l'étaient plus depuis longtemps : l'entrant sur la scène Friedrich Merz aime à évoquer une plus grande souveraineté européenne chère au sortant Emmanuel Macron. Il est urgent de saisir l'opportunité de la nouvelle donne. Car l'environnement international est propice, avec Donald Trump qui pousse l'Allemagne à s'interroger sur ses rapports avec le grand frère américain. Friedrich Merz, qui a présidé pendant 10 ans le principal thinktank germano-américain (Atlantik-Brücke) parle de modifications durables des relations transatlantiques, qui doivent se traduire par plus d'Europe. Le contexte politique en France est tout aussi favorable. Tout le monde y pense, affûte ses armes pour se positionner : il faut trouver un successeur à Emmanuel Macron, qui -du fait de la limitation constitutionnelle à deux mandats- ne pourra pas se présenter à l'élection présidentielle française de mai 2027.

La droite traditionnelle s'émiette et retrouve sa structure historique. Symboliquement, c'est le 18 juin -jour de l'appel à la résistance du Général de Gaulle en 1940- que **Dominique de Villepin** a choisi pour lancer la création de son nouveau parti "La France humaniste": et donc de trois aux côtés des *Républicains* (**Bruno Retailleau** venant d'emporter la présidence de très peu face à **Laurent Wauquiez**) et du parti *Horizons* de l'ancien Premier ministre **Edouard Philippe**, **Edouard Philippe**, qui reste le plus populaire des politiciens avec 41 % d'opinions favorables, alors qu'il a quitté Matignon il y a 5 ans déjà.

La gauche traditionnelle continue elle aussi à se déchirer, alors que l'ancien Premier ministre **Gabriel Attal** espère jouer un rôle : il est avec 37 % d'opinions favorables le troisième personnage politique préféré des Français **Raphaël Glucksmann** avait suscité l'espoir d'un renouveau social-démocrate du socialisme français après avoir remporté 14 % des voix aux dernières élections européennes. Mais il ne parvient pas (encore ?) à s'affirmer face à un **Olivier Faure**, qui préside le parti de François Mitterrand depuis 2018 déjà, sans être vraiment apprécié. Il vient de battre avec seulement 50,9% des voix Nicolas Mayer-Rossignol, le maire de Rouen encore moins connu que lui. En attendant que les socialistes s'organisent, avec l'ancien Président **François Hollande** en embuscade (il est à nouveau l'homme de gauche le plus populaire), les écologistes et les communistes espèrent pouvoir en tirer profit.

Cette zizanie -à droite comme à gauche- fait (pour l'instant) le jeu des populistes de la droite et de la gauche radicales. **Jean-Luc Mélenchon** est crédité de 13 % et reste le seul candidat de gauche à avoir une chance d'atteindre le second tour, alors qu'il fêtera ses 76 ans en 2027 et qu'il perd pied dans les sondages d'opinion. Le socialiste Olivier Faure, l'écologiste **Marine Tonnellier** et le communiste **Fabien Roussel** obtiendraient moins de 5 %. A l'autre bord, **Marine Le Pen** fait mine d'ignorer son interdiction de se présenter, ayant été condamné à cinq ans d'inéligibilité pour détournement de fonds publics. Elle suit en cela le discours bien rodé des populistes d'extrême droite de tout crin, qui, à l'instar de Donald Trump, condamné lui aussi, disent que le seul jugement qui compte est celui du vote populaire. Ce contexte est l'heure de la dernière chance pour Emmanuel Macron pour réaliser ses projets européens.

L'Allemagne a de son côté toutes les cartes en main pour redevenir la locomotive de l'Europe. Forte d'un nouveau gouvernement, elle sort d'une récession qui aura duré deux ans, la plus longue depuis la création de la République fédérale. Ses finances publiques sont saines avec une dette de 62 % du PIB et Friedrich Merz a fait voter des enveloppes budgétaires à hauteur de 900 milliards d'Euros pour la défense et les infrastructures.

La dette française (à 113 % du PIB) atteint quasiment le double de celle de l'Allemagne. Pour gagner la confiance de Friedrich Merz, la France se doit d'assainir ses finances publiques et économiser 40 milliards d'Euros en 2026. En même temps, les dépenses militaires sont à la hausse, et la Commission européenne relève d'autres défis coûteux. Il est certes encourageant qu'elle considère la France e à peu près en ligne avec la trajectoire de redressement de ses finances publiques. Mais elle rappelle la liste des défis français, en tête desquels la lourdeur administrative, prenant pour exemple le crédit d'impôt recherche, jugé coûteux et inefficace. La Commission craint par ailleurs que la France rate l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les énergies renouvelables se développant trop lentement. Le sujet de préoccupation majeur concerne le système éducatif.

Il reproduit fortement les inégalités, avec des enseignants trop mal payés, et la progression du risque de pauvreté et d'exclusion sociale des enfants, plus marqué en France que dans le reste de l'Union.

Tout ceci au moment où le prix du parapluie nucléaire américain a considérablement augmenté. Les pays membres de l'OTAN (à l'exception provisoire de l'Espagne) ont approuvé le 24 juin dernier au sommet de La Haye d'augmenter leurs dépenses militaires à 3,5 % du PIB, majorés de 1,5 % pour des dépenses au titre d'infrastructures de nature stratégique (ponts, routes, digitalisation...). C'est le prix à payer pour garder la protection stratégique du parapluie nucléaire américain, sans pour autant avoir la garantie que celui-ci reste acquis à l'avenir. C'est l'heure pour les Européens, et notamment l'Allemagne, de réaliser que les Etats-Unis - avec ou sans Trump – souhaitent se concentrer sur la menace chinoise dans la région pacifique, plus peuplé et bien plus prospère que ne l'est l'Europe: les seuls Inde, Japon et Indonésie ont ensemble un poids supérieur à celui de l'Europe.

Il n'est donc pas surprenant que la contribution des États-Unis à la défense de l'Ukraine ait été réduite à néant depuis le début de l'année—militaire comme financière . Voilà pour le verre à moitié vide. Le verre à moitié plein montre une Europe qui a su augmenter sa contribution, désormais deux fois plus élevée que celles des États-Unis : les aides effectivement versées par l'Europe s'élèvent à 202 milliards d'euros (contre 119 milliards pour les États-Unis).

soutiens à l'Ukraine (chiffres en milliards d'euros)

	Total	Financière	Humanitaire	Militaire
ÉTATS-UNIS	119,0	50,0	3,4	65,6
GB	27,3	6,2	1,0	20,1
TOTAL UE	202,1	102,8	12,7	86,5
UE	98,9	96,2	2,7	-
Allemagne	15,9	1,4	3,2	11,3
France	7,4	0,8	0,6	6,0
Pologne	5,1	0,9	0,5	3,7
Pays-Bas	8,4	0,7	0,8	6,9
Danemark	9,5	0,1	0,8	8,6

Source : Kieler Institut für Weltwirtschaft, Ukraine support Tracker, données au 30 avril 2025

Le Commissaire européen chargé de la défense Andrius Kubilius a raison quand il affirme : « 450 millions de citoyens de l'Union européenne ne devraient pas avoir à compter sur 340 millions d'Américains pour se défendre contre 140 millions de Russes qui ne peuvent pas vaincre 38 millions d'Ukrainiens »

Christophe Braouet

Commentaires Nr. 37

Frankfurt, 30. Juni 2025

Die Sterne stehen so günstig wie schon lange nicht mehr: Der frisch gewählte Bundeskanzler Friedrich Merz beschwört gerne eine größere europäische Souveränität, die dem scheidenden Emmanuel Macron am Herzen liegt. Es ist dringend notwendig, die Chance der neuen Gegebenheiten zu nutzen. Denn das internationale Umfeld ist günstig, mit Donald Trump, der Deutschland dazu bringt, die Beziehungen zu seinem großen amerikanischen Bruder zu hinterfragen. Friedrich Merz, der zehn Jahre lang den Vorsitz des wichtigsten deutsch-amerikanischen Thinktanks, der Atlantik-Brücke, innehatte, spricht von nachhaltigen Veränderungen der transatlantischen Beziehungen, die sich in mehr Europa niederschlagen müssen.

Der politische Kontext in Frankreich ist ebenso günstig. Jeder denkt darüber nach, schärft seine Waffen, um sich zu positionieren: Emmanuel Macrons Nachfolger muss gefunden werden. Er darf aufgrund der verfassungsrechtlichen Beschränkung auf zwei Amtszeiten nicht bei den französischen Präsidentschaftswahlen im Mai 2027 antreten.

Die traditionelle Rechte zerbröckelt und findet zu ihrer historischen Struktur zurück. Symbolisch wählte **Dominique de Villepin** den 18. Juni - den Tag des Aufrufs zum Widerstand von General de Gaulle im Jahr 1940 - um die Gründung seiner neuen Partei „*La France humaniste*“ anzukündigen: somit sind es nun schon drei Parteien mit den *Republikanern* (**Bruno Retailleau** hatte den Vorsitz nur knapp gegen **Laurent Wauquiez** gewonnen) und der Partei „*Horizons*“ des ehemaligen Premierministers **Edouard Philippe**, dem es auch fünf Jahre nach seinem Ausscheiden als Premier Minister gelingt mit 41 % der populärste Politiker zu bleiben.

Auch die traditionelle Linke ist weiterhin gespalten. Der ehemalige 36 Jahre alte Premierminister **Gabriel Attal** hofft eine Rolle spielen zu können: mit 37 % positiver Meinungen ist er auf Platz 3 der beliebtesten Politiker. **Raphael Glucksmann** hatte Hoffnungen auf eine sozialdemokratische Erneuerung des französischen Sozialismus geweckt, als er bei den letzten Europawahlen 14 % der Stimmen für die Sozialisten holte. Aber es gelingt ihm (noch?) nicht, sich gegen **Olivier Faure** durchzusetzen, der seit 2018 Vorsitzender der Partei von François Mitterrand ist, ohne wirklich geschätzt zu werden. Er hat gerade mit nur 50,9 % Nicolas Mayer-Rossignol den noch weniger bekannten Bürgermeister von Rouen geschlagen. Während die Sozialisten sich neu organisieren und der ehemalige Präsident **François Hollande** in den Startlöchern steht (er ist erneut der beliebteste Politiker der Linken), hoffen die Grünen und die Kommunisten, davon profitieren zu können.

Diese Uneinigkeit – sowohl rechts wie links – spielt (vorerst) den Populisten der radikalen Rechten und Linken in die Hände. **Jean-Luc Mélenchon** kommt auf 13 % und ist nach wie vor der einzige Kandidat der Linken, der eine Chance hat, in die zweite Runde zu kommen, obwohl er 2027 seinen 76. Geburtstag feiern wird und in der Wählergunst stark an Zuspruch verloren hat. Der Sozialist Olivier Faure, die Ökologin **Marine Tonnelier** und der Kommunist **Fabien Roussel** würden weniger als 5 % erreichen. Am anderen Ende des Spektrums tut **Marine Le Pen** so, als gäbe es kein Wahlverbot, obwohl sie wegen Veruntreuung öffentlicher Gelder zu fünf Jahren Unwählbarkeit verurteilt wurde. Damit folgt sie der altbekannten Rhetorik rechtsextremer Populisten auf der ganzen Welt, die wie der ebenfalls verurteilte Donald Trump behaupten, dass das einzig gültige Urteil, das des Volksvotums sei. Für Emmanuel Macrons ist diese Kulisse die letzte Chance, seine europäischen Projekte zu verwirklichen.

Deutschland hat seinerseits alle Trümpfe in der Hand, um wieder zur Lokomotive Europas zu werden. Mit einer neuen Regierung kommt es aus einer zweijährigen Rezession, der längsten seit Gründung der Bundesrepublik. Die öffentlichen Finanzen sind mit einer Verschuldung von 62 % des BIP gesund; die Sondervermögen von 900 Milliarden Euro geben ausreichend Spielraum, um Verteidigung und Infrastruktur zu finanzieren.

Die Verschuldung Frankreichs (113 % des BIP) ist fast doppelt so hoch wie die Deutschlands. Um das Vertrauen von Friedrich Merz zu gewinnen, muss Frankreich seine öffentlichen Finanzen sanieren und allein 2026 40 Milliarden Euro einsparen. Dies zum Zeitpunkt steigender Militärausgaben, und den von der Europäischen Kommission hervorgehobenen kostspieligen Herausforderungen. Es ist zwar ermutigend, dass diese der Ansicht ist, dass Frankreich mit der Sanierung seiner öffentlichen Finanzen weitgehend auf Kurs ist. Sie erinnert jedoch

an die viele Herausforderungen, an deren Spitze die schwerfällige Verwaltung steht, und nennt als Beispiel die für sie kostspielige und ineffiziente Steuergutschrift für Forschungszwecke. Die Kommission befürchtet außerdem, dass Frankreich das Ziel der Reduzierung der Treibhausgasemissionen verfehlen könnte, da sich erneuerbare Energien zu langsam entwickeln. Das größte Problem ist aber aus ihrer Sicht das Bildungssystem. Es verstärkt die Ungleichheiten, mit zu schlecht bezahlten Lehrern und dem wachsenden Risiko von Armut und sozialer Ausgrenzung von Kindern, welches in Frankreich stärker ausgeprägt ist als im Rest der Union.

Die Kosten für den amerikanischen Atomschutzschild sind zugleich erheblich gestiegen. Die NATO-Mitgliedstaaten (mit vorläufiger Ausnahme Spaniens) haben am 24. Juni auf dem NATO-Gipfel in Den Haag beschlossen, ihre Militärausgaben auf 3,5 % des BIP zu erhöhen, zuzüglich 1,5 % für strategische Infrastrukturen (Brücken, Straßen, Digitalisierung usw...). Das ist der Preis, um den Schutz des amerikanischen Atomschirms zu erhalten, ohne Garantie jedoch, dass dieser auch in Zukunft bestehen bleibt. Nun müssen die Europäer, allen voran die Deutschen, verinnerlichen, dass die Vereinigten Staaten – mit oder ohne Trump – sich auf die chinesische Bedrohung im pazifischen Raum konzentrieren wollen, der bevölkerungsreicher und weitaus wohlhabender ist: allein Indien, Japan und Indonesien haben zusammen ein größeres Gewicht als Europa.

Es ist daher nicht überraschend, dass der Beitrag der Vereinigten Staaten zur Verteidigung der Ukraine seit Anfang des Jahres auf null reduziert wurde– sowohl militärisch als auch finanziell . Soweit zum halb leeren Glas. Das halb volle Glas zeigt ein Europa, das in der Lage war, seine Beiträge zu erhöhen, die nun fast doppelt so hoch sind wie die der Vereinigten Staaten: Die tatsächlich von Europa gezahlten Hilfen belaufen sich auf 202 Milliarden Euro (119 Milliarden für die Vereinigten Staaten).

Ukraine-Hilfe Zusagen (in Mrd. Euro)

	Insgesamt	Finanziell	Humanitär	Militär
USA	119,0	50,0	3,4	65,6
UK	27,3	6,2	1,0	20,1
EU insgesamt	202,1	102,8	12,7	86,5
EU	98,9	96,2	2,7	-
Deutschland	15,9	1,4	3,2	11,3
Frankreich	7,4	0,8	0,6	6,0
Polen	5,1	0,9	0,5	3,7
Niederlande	8,4	0,7	0,8	6,9
Dänemark	9,5	0,1	0,8	8,6

Quelle: Kieler Institut für Weltwirtschaft, Ukraine support Tracker, Daten per 30. April 2025

Der EU-Verteidigungskommissar Andrius Kubilius hat Recht, wenn er sagt: „450 Millionen Bürger der Europäischen Union sollten sich nicht auf 340 Millionen Amerikaner verlassen müssen, um sich gegen 140 Millionen Russen zu verteidigen, die 38 Millionen Ukrainer nicht besiegen können“.

Christophe Braouet